

520'000 vaches sur la voie bilatérale

par **Christof Dietler**, secrétaire général de la Communauté d'intérêt pour le secteur agroalimentaire

La Suisse est un lieu de production aux ambitions internationales. Mais elle doit aussi rester attractive pour les productrices et producteurs de lait ou les fromagères et fromagers qui œuvrent au niveau local. Une bonne politique européenne et une collaboration d'égal à égal entre ces derniers et l'industrie de transformation permettent d'y parvenir.

Les agricultrices et agriculteurs, l'industrie de transformation ainsi que le commerce alimentaire profitent de bonnes relations réglementées avec l'Union européenne (UE). Le marché du fromage en est la preuve: depuis sa libéralisation avec l'UE, les exportations ont augmenté de 36%. En 2007, les exportations de fromage se chiffraient à 549 millions de francs. En 2023, elles étaient de 710 millions de francs. Durant ces années, le secteur s'est fondamentalement remis en question et a dû développer de nouveaux modèles commerciaux. La pression a été énorme et a également entraîné la fermeture de fromageries. Mais aujourd'hui, le secteur est plus fort que jamais. La voie bilatérale, avec entre autres l'accord de libre-échange sur le fromage avec l'UE, s'est avérée être la bonne.

Plus de sécurité alimentaire, moins de coûts

La reconnaissance des dispositions relatives à la santé animale, à la sécurité alimentaire (pour les produits d'origine animale) et aux normes relatives aux moyens de production (semences, aliments pour animaux, produits phytosanitaires) dans les accords bilatéraux existants permet de réduire les coûts administratifs liés à la production et à la commercialisation.

Avec les Bilatérales III et le nouvel accord sur la sécurité alimentaire, l'extension de l'harmonisation aux produits végétaux et la participation aux systèmes d'alerte précoce renforceront la sécurité alimentaire des consommatrices et consommateurs.

Mais les productrices et producteurs, celles et ceux qui œuvrent à la transformation des produits ainsi que les commerçant-es en profiteront aussi: il s'agit non seulement d'une sécurité accrue, mais aussi de simplifications administratives et de réductions des coûts.

Les Bilatérales III, condition préalable à une politique agricole autonome

Le 4 septembre dernier, à l'occasion de la rencontre annuelle de la Communauté d'intérêt pour le secteur agroalimentaire, René Schwager, directeur de mooh, a brossé un tableau réaliste du marché laitier suisse. La coopérative mooh réunit 3'800 productrices et producteurs de lait et 120'000 vaches. Au niveau national, les productrices et producteurs de lait sont en concurrence avec leurs collègues sur des marchés protégés (céréales, viande). En comparaison internationale, elles et ils ont des coûts – découlant de la construction d'étables ou encore du prix des aliments pour animaux – plus élevés que leurs collègues des pays voisins. Pour les quelque 520'000 vaches laitières traitées en Suisse, les Bilatérales III sont néanmoins la bonne voie.

René Schwager a aussi rappelé que les exportations vers l'UE sont attrayantes « lorsque les entreprises respectent les agricultrices et agriculteurs et leurs organisations en tant que partenaires et qu'elles abordent des projets avec elles et eux sur un pied d'égalité ». C'est de cela que dépendra la capacité de l'agriculture suisse à considérer les Bilatérales III, actuellement négociées par le Conseil fédéral avec l'UE, comme une voie attractive.

Grand nombre d'alternatives aux Bilatérales III ne sont pas attrayantes pour l'agriculture suisse. L'actualisation et l'extension de l'accord de libre-échange de 1972 lui seraient très défavorables: en effet, une politique agricole suisse autonome avec une protection douanière taillée sur mesure deviendrait caduque. ★



© economiesuisse

CHRISTOF DIETLER est né en 1960 à Tripoli (Liban) et a étudié l'agronomie à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Il vit aujourd'hui à Haldenstein (GR). Christof Dietler tire son expérience professionnelle et son réseau de ses activités dans les secteurs du marché alimentaire, de la politique agricole suisse et de la communication. L'agence pluswert, qu'il a cofondée en 2003, est responsable de projets de marketing et de mise en réseau dans les domaines de l'agriculture et de l'économie alimentaire suisses. Dans ce contexte, il dirige depuis 2019 la Communauté d'intérêt pour le secteur agroalimentaire (CISA), une association regroupant l'agriculture, l'industrie de transformation et le commerce de détail.

